

AXE 1 : USAGES SOCIAUX ET POLITIQUES DU PATRIMOINE

Problématique de l'axe : Le patrimoine est une construction sociale qui rassemble les hommes et les femmes à différentes échelles (régionales, nationale, mondiale), mais qui peut aussi les diviser. Souvent instrumentalisé par le pouvoir politique, le patrimoine est au centre de conflits et de débats dans le monde d'aujourd'hui. **Comment le patrimoine a-t-il été progressivement défini et utilisé depuis l'Antiquité ?**

Jalon 1/ Réaménager la mémoire. Les usages de Versailles de l'Empire à nos jours.

Contextualisation



- Simple **pavillon de chasse sous Louis XIII construit à partir de 1624**, Versailles devient la **résidence officielle de la cour et du gouvernement à partir de Louis XIV**. Les premières grandes fêtes s'y déroulent dès 1664, et le château devient résidence officielle de la cour et du gouvernement à l'achèvement des travaux en **1682**.
- Le château de Versailles **traverse sans trop d'encombre la période révolutionnaire**. Il n'a joué qu'un rôle mineur pendant cette période, puisque Louis XVI quitte le château dès octobre 1789. Son mobilier est ensuite vendu.
- **Après la Révolution, le château est associé à l'Ancien régime** :
 - En 1806, Napoléon I^{er} débute des travaux de restauration, mais l'empereur refuse de s'y installer.
 - Pendant la première restauration, entre 1815 et 1830, Versailles continue d'être entretenu mais les rois Louis XVIII et Charles X résident au palais des Tuileries à Paris.
 - Ce n'est qu'à partir du règne de Louis-Philippe (1830-1848) que le château va changer d'identité : de symbole de la monarchie absolue, il devient un lieu de représentation du pouvoir et un atout pour la puissance culturelle française.
- **Quelle est la fonction politique et sociale du château de Versailles depuis l'Empire ?**

1/ Les usages politiques du château de Versailles

Activité – Préparation au grand oral

Consigne : Soit le sujet : « Les usages politiques du château de Versailles depuis l'Empire ».

- Étape 1 : Problématisez le sujet recherchez les documents nécessaires afin de répondre à la question posée.

- Étape 2 : Élaborez à l'écrit une note de synthèse répondant au sujet selon le modèle introduction – paragraphes argumentatifs – conclusion.
- Étape 3 : le jour de l'interrogation orale :
 - En 20 minutes, préparez un support destiné au jury (carte, graphique, schéma), qui ne sera pas évalué.
 - Durant 5 minutes, présentez votre sujet à l'oral sans notes.
 - Durant 10 minutes, répondez aux questions du jury afin d'évaluer vos connaissances.
 - Durant 5 minutes, à l'occasion d'une discussion avec le jury, vous explicitez le choix de ce sujet et mettez en avant les compétences plus particulièrement travaillées à l'occasion de vos recherches, puis expliquerez en quoi celles-ci vous seront utiles relativement à votre projet d'orientation.

N.B. : Si vous l'estimez réalisable, vous pouvez croiser ce sujet avec du contenu disciplinaire de votre seconde spécialité et, le cas échéant, demander conseil auprès de vos professeurs référents.

Correction

Le château de Versailles est à l'origine un pavillon de chasse construit à partir de 1624 par Louis XIII. Son successeur, Louis XIV, décide d'en faire le symbole de son pouvoir et un château entièrement reconstruit devient la résidence officielle de la cour et du gouvernement en 1682. Le château et ses jardins à la française mettent alors en scène la grandeur de Louis XIV, puis de Louis XV et de Louis XVI. Dès le départ, la fonction de Versailles est politique : symbole de la monarchie absolue, le château doit mettre en évidence la grandeur de la France. Préservé durant la Révolution française, le château retrouve une fonction politique à partir du milieu du XIX^e siècle.

Quels sont les usages politiques du château de Versailles depuis l'Empire ?

Le château de Versailles devient dans un premier temps lieu de réconciliation nationale et d'exaltation du passé national. En 1837, le roi Louis-Philippe y crée un musée célébrant les gloires de la nation. Ainsi, la galerie des Batailles célèbre les victoires militaires de la France de Clovis à Bonaparte. La salle « 1792 » rappelle les grandes heures de la nation lors de la révolution en évoquant les batailles de Valmy et de Jemmapes.

Le projet de Louis Philippe est d'ordre politique. En effet, en transformant Versailles en musée, la monarchie de Juillet voulait faire œuvre de réconciliation nationale, tout en œuvrant à sa propre légitimation. Ainsi, les sujets choisis par le roi évoquent très peu le XVIII^e siècle des Bourbons, dont le dernier représentant, Charles X, vient d'être chassé par une révolution en 1830, et dont Louis-Philippe n'est pas le descendant direct. En revanche, 1/3 des sujets concernent l'épopée napoléonienne, car le monarque cherche à se poser en héritier de l'ensemble de la période révolutionnaire. La salle « 1792 » participe de la même logique, en évoquant Valmy, bataille à laquelle participa Philippe-Égalité, le père du roi. Quant aux batailles plus lointaines dans le temps, il s'agit d'exalter les victoires militaires françaises, après le désastre de 1815 à Waterloo.

Par la suite, le château de Versailles devient un lieu de représentation du pouvoir, théâtre de l'histoire politique de la France. Sous le 2nd empire, précisément le 25/8/1855, l'empereur Napoléon III organise à Versailles une réception en l'honneur de la reine d'Angleterre, Victoria. Par la suite, la République continuera de recevoir à Versailles ses plus prestigieux visiteurs. Ainsi, le président américain Kennedy est accueilli à Versailles en 1961 par le général de Gaulle. En 1982, François Mitterrand organise le G7 (réunion des 7 principales puissances économiques du monde) au château. Plus récemment, en 2018, Emmanuel Macron y reçoit le nouvel empereur du Japon.

Versailles devient le château de la République au début des années 1870. Le premier épisode est cependant douloureux. En effet, en 1871, occupé par l'armée allemande, le château symbolise la défaite française. L'empereur Guillaume I^{er} y proclame même l'empire dans la Galerie des Glaces. Cette humiliation explique en 1919 le choix de Versailles par Georges Clémenceau comme lieu de signature du traité qui entérine la fin de la Première Guerre mondiale. Depuis 1876, un hémicycle accueille au château l'Assemblée nationale et le Sénat réunis en Congrès. Jusqu'en 1958, le président de la République est élu à Versailles. Enfin, c'est là que sont votées les révisions constitutionnelles et que, depuis 2008, le président convoque annuellement les parlementaires pour une présentation de sa politique.

Construit et pensé au temps de l'absolutisme, Versailles est devenu un emblème du pouvoir et ce quel que soit le régime en place.

2/ Le château de Versailles, un atout pour la puissance culturelle française

Activité – Préparation au grand oral

Consigne : Soit le sujet : « Versailles, un atout pour l'influence culturelle française ».

Mêmes modalités que pour l'exposé précédent.

Correction

Le château de Versailles est à l'origine un pavillon de chasse construit à partir de 1624 par Louis XIII. Son successeur, Louis XIV, décide d'en faire le symbole de son pouvoir et un château entièrement reconstruit devient la résidence officielle de la cour et du gouvernement en 1682. Le château et ses jardins à la française mettent alors en scène la grandeur de Louis XIV, puis de Louis XV et de Louis XVI. Dès le départ, la fonction de Versailles est politique : symbole de la monarchie absolue, le château doit mettre en évidence la grandeur de la France. Préservé durant la Révolution française, le château retrouve une fonction politique à partir du milieu du XIX^e siècle, qu'il conserve jusqu'à aujourd'hui. Cependant, il devient également un symbole, celui de la nation française, au point de constituer aujourd'hui un atout de l'influence culturelle française.

En quoi les différents usages de Versailles depuis l'Empire révèlent-ils la volonté de construire un symbole patrimonial de la France, au service de son rayonnement national puis international ?

Le château de Versailles devient dans un premier temps lieu de mise en avant du passé national. En 1837, le roi Louis-Philippe y crée un musée célébrant les gloires de la nation. Ainsi, la galerie des Batailles célèbre les victoires militaires de la France de Clovis à Bonaparte. La salle « 1792 » rappelle les grandes heures de la nation lors de la révolution en évoquant les batailles de Valmy et de Jemmapes.

Le projet de Louis Philippe est d'ordre politique : faire de Versailles la vitrine de la nation. Ainsi, les sujets choisis par le roi évoquent très peu le XVIII^e siècle des Bourbons ; en revanche, 1/3 concernent l'épopée napoléonienne, car le monarque cherche à se poser en héritier de l'ensemble de la période révolutionnaire. La salle « 1792 » participe de la même logique, en évoquant Valmy, bataille à laquelle participa Philippe-Égalité, le père du roi, et fondatrice de la nation en Révolution. Quant aux batailles plus lointaines dans le temps, il s'agit d'exalter les victoires militaires françaises, après le désastre de 1815 à Waterloo, en réaffirmant la fierté nationale.

Au XX^e siècle, l'État a la volonté de rendre à Versailles sa grandeur d'antan, car le château est considéré comme un bien national, révélateur de l'identité entière de la nation. Le château est l'objet

d'un important travail de réhabilitation, marqué par des campagnes de restauration de 1925-1932 et de 1952-1957. L'objectif est d'en assurer la sauvegarde mais également la muséification, c'est-à-dire la mise en valeur d'un objet patrimonial en vue d'assurer à la fois son développement touristique et sa conservation. Pour financer les travaux, André Cornu, Secrétaire d'État aux Beaux-Arts (ancêtre du ministre de la Culture) lance en 1951 une souscription auprès de tous les Français. Une nouvelle souscription est organisée en 1999 après le passage de la tempête Lothar qui ravage une partie des jardins. De même, en 1962, le décret Debré permet le retour à Versailles de tous les objets du château conservés dans les collections publiques nationales.

Parallèlement à l'action de l'État, le mécénat se développe. De riches particuliers, des associations de bienfaiteurs et des entreprises se mobilisent en faveur du château. Par exemple en 2003, la restauration de la galerie des Glaces est financée pour le groupe Vinci. De même, le Hameau de la Reine, paradis bucolique créé de toutes pièces pour Marie-Antoinette entre 1783 et 1787 a été remis en état à l'aide de la marque Dior, qui a financé une partie des travaux. En contrepartie, Christian Dior met à profit le château et ses jardins pour ses campagnes publicitaires.

La sauvegarde et la muséification de Versailles favorisent l'attractivité de la France par le biais du tourisme de masse et par la multiplication des usages du château. Le tourisme constitue la majorité des recettes du château (58,5% contre 18% pour les subventions de l'État et 12% pour le mécénat.) En 2018, le château a attiré 1 274 000 français, mais également 925 000 américains, 613 000 chinois, 276 000 italiens, 221 000 brésiliens et 214 000 japonais. Avec 8 millions de visiteurs en 2018 dont 80% d'étrangers, c'est le troisième site le plus visité de France.

Symbole de son attrait et de sa puissance, les usages de Versailles se diversifient. Depuis 2008, le site accueille des artistes contemporains qui utilisent le palais comme un espace d'exposition et un centre de création. De même, pour l'année 2018, ce sont 250 autorisations de tournage qui ont été accordées sur le site, aussi bien pour des longs et courts métrages, des fictions pour la télévision ou des documentaires. Enfin, il arrive que le site du château soit privatisé par des stars internationales, à l'image du mariage de Kim Kardashian et de Kanye West en 2014.

Construit et pensé au temps de l'absolutisme, Versailles est devenu l'un des symboles du patrimoine emblématiques du patrimoine des Français et de l'humanité.

Jalon 2/ Conflits de patrimoine. La frise du Parthénon depuis le XIX^e siècle

Contextualisation

- **La frise du Parthénon, ou « frise des Panathénées » est un témoignage essentiel de la Grèce du V^e siècle av J.-C., et plus particulièrement de la Cité d'Athènes, alors au faîte de sa puissance.**
 - Il s'agit d'une sculpture de marbre de 160 mètres de long, placée à l'intérieur du temple du Parthénon, sur l'Acropole d'Athènes. Elle comportait 245 animaux et 378 figures humaines.
 - Elle a été réalisée entre 447 et 442 avt J.-C. par Phidias, entre 447 et 442 av. J.-C.
 - Elle représente la procession qui honorait la déesse Athéna, à l'occasion de la fête des grandes Panathénées qui se déroulait tous les quatre ans.
- **La frise est l'objet de tensions entre le Royaume-Uni et la Grèce depuis le XIX^e siècle.**
 - En 1801, alors que la Grèce est sous la domination de l'Empire ottoman, un firman (acte officiel ottoman) autorise des fouilles britanniques sur l'Acropole d'Athènes, alors partiellement en ruine.

- En 1802, Lord Elgin, ambassadeur du Royaume-Uni dans l'Empire ottoman, fait transporter des décors sculptés en marbre prélevés sur le Parthénon : 200 caisses quittent la Grèce.
- En 1816, le Royaume-Uni rachète les marbres du Parthénon à Elgin afin d'en faire donation au *British Museum*.

1/ Un bras de fer entre la Grèce et le Royaume-Uni

Activité – Préparation au grand oral

Consigne : Soit le sujet : « Les frises du Parthénon depuis le XIX^e siècle : un objet patrimonial conflictuel entre la Grèce et le Royaume-Uni ».

Mêmes modalités que pour les exposés précédents.

Correction

La frise du Parthénon, ou « frise des Panathénées » est un témoignage essentiel de la Grèce du V^e siècle av J.-C., et plus particulièrement de la Cité d'Athènes, alors au faîte de sa puissance. Il s'agit d'une sculpture de marbre de 160 mètres de long, placée à l'intérieur du temple du Parthénon, sur l'Acropole d'Athènes. Elle comportait 245 animaux et 378 figures humaines. Elle a été réalisée entre 447 et 442 av. J.-C. par Phidias. Elle représente la procession qui honorait la déesse Athéna, à l'occasion de la fête des grandes Panathénées qui se déroulait tous les quatre ans. C'est en profitant de l'alliance entre l'Empire ottoman et le Royaume-Uni que lord Elgin, ambassadeur britannique, récupère des pièces de l'Acropole, qui deviennent propriétés du British Museum en 1817. Cette situation est vécue par les Grecs comme un pillage en règle. Dès l'indépendance du pays en 1830, des voix s'élèvent pour obtenir le retour des fragments de la frise.

Comment la Grèce se mobilise-t-elle pour faire revenir les frises du Parthénon ?

Le bras de fer qui oppose la Grèce au Royaume-Uni est ancien. En 1801, l'ambassadeur britannique, lord Elgin, obtient de l'Empire ottoman, qui règne alors sur la Grèce, le droit de démonter les marbres du Parthénon, correspondant aux éléments architecturaux de la frise, du fronton et des plaques sculptées. En 1816, Elgin les vend au gouvernement britannique, qui les cède à perpétuité au British Museum l'année suivante, privant ainsi les Grecs d'un morceau de leur histoire et de leur patrimoine.

En 1830, la Grèce devient indépendante, et une première campagne de négociation est lancée entre 1834 et 1842 par le roi de Grèce Othon. Ces négociations sont un échec : les Britanniques font valoir que les marbres ont été acquis dans le cadre d'un accord de droit privé et non prélevés en tant que butin. S'ensuivent deux cents ans de pourparlers qui ne débouchent sur rien de concrets.

La question des marbres rebondit à la fin du XX^e siècle, du fait de l'action de Melina Mercouri et sous l'arbitrage de l'UNESCO, sans pour autant mettre un terme au conflit. Melina Mercouri, ancienne actrice de cinéma, exilée en France durant la dictature des Colonels (1967-1974), devient ministre de la culture grecque en 1981. En 1983, à la tribune de l'UNESCO, elle lance une vaste campagne internationale dans le but de récupérer les marbres. Quelques succès sont obtenus dans la continuité de son action. La Grèce récupère ainsi en 2006 un fragment restitué par le musée archéologique de Heidelberg. En 2008, le musée de Palerme rend un nouveau fragment, alors que le Vatican et l'Autriche promettent de faire de même. La France, qui dispose de deux fragments exposés au Louvre et acquis en 1798 envisage actuellement un prêt, mais en aucun cas une restitution.

En 2009, est inauguré le nouveau musée de l'Acropole. Construit en face du Parthénon, il a été pensé pour devenir l'écritoire des marbres. Le British Museum propose alors un prêt pendant trois mois,

contre une reconnaissance officielle de sa propriété des œuvres. La Grèce refuse. L'UNESCO, depuis 2014, fait office de médiateur, sans succès. Dernier épisode en date, en 2017 : le recours de la Grèce auprès de la Commission européenne demandant à bénéficier de la directive sur la « restitution des biens culturels ayant quitté illégalement » un pays de l'Union, est rejeté. Le musée de l'Acropole d'Athènes, aujourd'hui, expose l'ensemble de la frise, constituée d'un tiers de fragments originaux et pour le reste de répliques des fragments manquants.

Depuis le XIX^e siècle, la Grèce milite donc sans relâche pour que lui soient restitués les trésors de son glorieux passé. Sa paternité sur les marbres du Parthénon est un argument politique que le gouvernement grec utilise – jusqu'à présent sans succès – face à la vision universelle du patrimoine défendue par le Royaume-Uni.

2/ Les Panathénées, un patrimoine universel

Activité – Préparation au grand oral

Consigne : Soit le sujet : « Les frises du Parthénon : un objet patrimonial universel ».

Mêmes modalités que pour les exposés précédents.

Correction

La frise du Parthénon, ou « frise des Panathénées » est un témoignage essentiel de la Grèce du V^e siècle av. J.-C., et plus particulièrement de la Cité d'Athènes, alors au faîte de sa puissance. Il s'agit d'une sculpture de marbre de 160 mètres de long, placée à l'intérieur du temple du Parthénon, sur l'Acropole d'Athènes. Elle comportait 245 animaux et 378 figures humaines. Elle a été réalisée entre 447 et 442 av. J.-C. par Phidias. Elle représente la procession qui honorait la déesse Athéna, à l'occasion de la fête des grandes Panathénées qui se déroulait tous les quatre ans. Entre 1801 et 1804, 60% de la frise du Parthénon part en Angleterre. En 1816, les fragments sont rachetés par le gouvernement britannique pour en doter le *British Museum*, qui refuse encore à ce jour de les restituer à la Grèce, malgré ses demandes répétées. Entre les deux pays, différentes visions du patrimoine s'opposent.

Pourquoi depuis le XIX^e la frise du Parthénon est-elle considérée comme un patrimoine universel ?

Afin de conserver les fragments de la frise, le Royaume-Uni met en avant la notion de patrimoine d'intérêt mondial. Dès le départ, cette idée est mise en avant par lord Elgin, qui jugeait les Grecs indifférents à la conservation de ce trésor architectural, alors qu'en Grande-Bretagne celui-ci serait considéré à sa juste valeur. Aujourd'hui encore, la direction du British Museum met en avant la notion de bien public universel afin de justifier son refus de rendre les marbres. Selon cette notion, ils doivent être considérés comme la propriété de tous, car faisant partie du patrimoine mondial. Par conséquent, il n'existe aucune obligation à ce qu'ils soient conservés sur leur lieu de création originel. Cette conception donne au bien patrimonial une identité transnationale, insistant sur son universalité tandis que sa propriété est symbolique. Cet argument trouve écho auprès de nombreux pays et musées européens qui possèdent et conservent des biens réclamés par leur nation d'origine.

À ces arguments s'ajoutent l'aspect financier. Au XX^e siècle, le Royaume-Uni estime que la Grèce manquerait de moyens pour conserver dans de bonnes conditions les pièces. Les difficultés économiques de du pays depuis la crise de 2008 ont renforcé ces arguments financiers. À l'inverse, l'ouverture en 2009 du nouveau musée de l'Acropole constitue un atout pour la Grèce, car pensé comme un véritable écrin capable d'accueillir les marbres.

La Grèce oppose à l'argument de patrimoine mondial celui de la spoliation. Selon Athènes, tout patrimoine constitue la mémoire d'une nation, qu'aucun autre pays ne peut s'approprier, établissant ainsi un lien entre identité et appartenance. Cette conception du patrimoine met en avant son ancrage territorial ; ce qui n'est pas sans rappeler le critère d'authenticité, nécessaire pour figurer sur la liste du patrimoine de l'UNESCO. Pour la Grèce, la propriété et l'identité réelle de l'ensemble des marbres du Parthénon ne font aucun doute : ils appartiennent à l'histoire du peuple hellène. Dès lors, en qualité de puissance occupante à l'époque, l'Empire ottoman n'avait aucune légitimité à disposer de ce patrimoine, et le Royaume-Uni aujourd'hui à le conserver.

Depuis le XIX^e siècle, la Grèce milite donc sans relâche pour que lui soient restitués les trésors de son glorieux passé. Sa paternité sur les marbres du Parthénon est un argument politique que le gouvernement grec utilise – jusqu'à présent sans succès – face à la vision universelle du patrimoine défendue par le Royaume-Uni.

Synthèse de l'axe

I/ LE PATRIMOINE EST UNE CONSTRUCTION SOCIALE EN CONSTANTE ÉVOLUTION

A/ L'émergence de la notion de patrimoine

1/ Le patrimoine, un bien à transmettre

- Étymologiquement, le mot « patrimoine » désigne l'héritage paternel : le mot latin *patrimonium* renvoie en effet aux biens hérités du père. À l'origine, le patrimoine est donc un **bien privé qui se transmet d'une génération à l'autre au sein d'une famille**.
- La notion de patrimoine **peut prendre une dimension étatique** dès lors qu'il s'agit d'une famille régnante :
 - Durant l'Empire romain, ce que l'on nomme « le patrimoine de César » désigne l'ensemble des biens de l'État par opposition à la fortune privée de l'empereur.
 - Au début du moyen âge, dans les royaumes Francs, le territoire du royaume était considéré comme un bien patrimonial qui était ainsi partagé entre les différents héritiers du roi.
- La **religion** également une **source majeure de patrimonialisation**. Dès l'Antiquité, dans le monde grec, chaque cité veillait sur ses sanctuaires comme sur un patrimoine commun à défendre. Certains sanctuaires, comme Olympie et Delphes constituaient même le patrimoine de tous les Grecs, la religion contribuant ainsi à définir une identité grecque au-delà des conflits entre les cités.

2/ Le développement d'une conscience patrimoniale

- Reprendre les éléments de l'introduction, partie 2, paragraphe B/ : Vers un patrimoine collectif et international, 1/ Le développement d'une conscience patrimoniale.

B/ La construction progressive de la notion moderne de patrimoine

1/ Élargissement du patrimoine et préservation

- Reprendre les éléments de l'introduction, partie 2, paragraphe B/ : Vers un patrimoine collectif et international, 2/ La construction progressive de la notion moderne de patrimoine.

2/ Les premières définitions réglementaires du patrimoine

- Au **XIX^e siècle** sont créées les **premières institutions et lois patrimoniales**.

- En France, l'État identifie un patrimoine à protéger et forme des spécialistes afin d'y parvenir (création de l'École des Chartes en 1821 et de l'École du Louvre en 1882). Des premières lois de protection sont prises parce que les monuments et paysages sont menacés par l'industrialisation
- La **loi de 1913 en France** pose les principes du droit du patrimoine : **inaliénabilité** et **imprescriptibilité** pour des œuvres d'arts.
 - Inaliénabilité : caractère de ce qui ne peut être cédé ou vendu.
 - Imprescriptibilité : caractère de ce qui ne peut être ni prescrit ni supprimé, sans conditions de temps ou de lieu. L'imprescriptibilité du patrimoine signifie que celui-ci peut à tout moment être revendiqué par un musée en cas de vol, par exemple.
- La définition européenne du patrimoine diffère de celle du **Japon**. Au Japon, depuis 1994, le document de Nara définit l'authenticité d'un bâtiment par son emplacement : un temple, par exemple, reste ainsi authentique quel que soit le nombre de ses restaurations.

C/ Du patrimoine national au patrimoine mondial

1/ Le patrimoine national, ferment d'identité

- Reprendre les éléments correspondants du jalon sur « Réaménager la mémoire. Les usages de Versailles de l'Empire à nos jours. »

2/ La notion de patrimoine mondial

- Reprendre les éléments de la seconde partie de l'introduction « Le « patrimoine mondial » de l'UNESCO : une construction des États et de la communauté internationale, de plus en plus diversifié mais spatialement concentrée ».
- Reprendre également certains éléments du jalon sur « Les frises du Parthénon depuis le XIX^e siècle. »

II/ LES USAGES POLITIQUE DU PATRIMOINE SONT DES SOURCES POTENTIELLES DE CONFLITS

A/ L'instrumentalisation du patrimoine

1/ Le patrimoine comme outil idéologique

- Au XX^e siècle, les **régimes totalitaires utilisent le patrimoine à des fins de propagande** :
 - Entre 1926 et 1938, Mussolini ordonne de travaux à Rome pour mettre en valeur le forum Romain. Il n'hésite pas faire reconstruire une partie du Colisée. Il présente en effet l'Italie fasciste comme un nouvel empire Romain.
 - La propagande nazie utilise le patrimoine gothique de l'Allemagne pour présenter le 3^e Reich comme l'héritier du Saint-Empire Romain germanique qui, à l'époque médiévale, s'était étendu vers l'est au détriment des peuples slaves.
- Parfois, le **patrimoine est effacé pour des raisons politiques**.
 - Au Japon, pendant l'ère Meiji (période de modernisation du pays entre 1868 et 1912), le patrimoine autochtone fondé sur la religion shinto et mise en valeur au détriment du patrimoine bouddhiste considéré comme étranger et surtout comme trop « chinois ».
 - En Chine, Mao Zedong, dans le cadre de la révolution culturelle (1966-1968) cherche à effacer toute trace de la culture traditionnelle chinoise considéré comme rétrograde et comme modèle concurrent du communisme.

- En France, il n'existe aucune mention dans la ville de Vichy de son statut de capitale de l'État français entre 1940 et 1944. L'objectif est d'éviter de faire de la ville un sanctuaire pour nostalgiques du maréchal Pétain.

2/ Le patrimoine comme objet de discorde

- Le **patrimoine peut être source de conflit mémoriel**. Construit par un régime politique pour servir sur l'idéologie, le patrimoine monumental peut devenir source de discorde sous un autre pouvoir.
 - En Espagne, le sanctuaire franquiste de *Valle de los Caídos*, construit entre 1942 et 1959 près de Madrid, est aujourd'hui au centre d'enjeux mémoriels entre les héritiers des républicains et des franquistes et témoigne de la difficulté de la démocratie espagnole à désormais faire face à son passé
 - Dans les anciennes démocraties populaires d'Europe de l'est, de nombreuses statues d'anciens dirigeants soviétiques ont été déboulonnées dans les années 1990.
- La **célébration du patrimoine peut parfois susciter de vives polémiques**. Ce fut le cas en France en 1989 à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française ou en 2011 à l'occasion du 50e anniversaire de la mort de l'écrivain Louis-Ferdinand Céline, célébration annulée car des voix s'étaient élevées pour expliquer que la République ne pouvait rendre hommage à l'auteur de textes antisémites.

B/ Le patrimoine, objet de convoitises

1/ Le patrimoine comme enjeu de puissance

- Reprendre les éléments correspondants du jalon sur « Réaménager la mémoire. Les usages de Versailles de l'Empire à nos jours. »

2/ Le patrimoine comme enjeu économique

- Le patrimoine se monnaie sur un marché de l'art mondialisé.
- Le patrimoine fait aussi l'objet d'un commerce illicite.

C/ Les débats autour des questions patrimoniales

1/ La question de la restauration du patrimoine bâti

- La **restauration à l'identique est encouragée par la charte de Venise**. Ce texte, rédigé en 1964 par des professionnels du patrimoine, des architectes et des ingénieurs, fournit aux États un cadre international pour la préservation et la restauration des bâtiments anciens, proposant de restaurer les bâtiments « dans le dernier état connu. » Cependant, ce traité international n'a aucune valeur contraignante pour les États.
- **D'ailleurs, en l'absence de cadre, certains projets de restauration créatifs suscitent des polémiques.**
 - C'est le cas pour le toit et la flèche de la cathédrale Notre-Dame de Paris, détruits par un incendie le 15 avril 2019.
 - À Berlin, le Palais du peuple de l'ex-RDA est démoli entre 2006 et 2008. Cette disparition est vue par certains Berlinoises de l'Est comme l'effacement de leur mémoire. En lieu et place de ce palais, le château des Hohenzollern (endommagé par la guerre et rasé par la RDA en 1950) a été reconstruit et inauguré en 2020. Une seule des quatre façades n'a pas été restaurée à l'identique, pour rappeler qu'il s'agit de reconstruction moderne.

2/ La question de la restitution des œuvres d'art

- Reprendre les éléments correspondants du jalon « Conflits de patrimoine. La frise du Parthénon depuis le XIX^e siècle. »